

● (3.10 p.m.)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LA LOI DE SOUTIEN DE L'EMPLOI

MESURE TENDANT À ATTÉNUER LES EFFETS NÉFASTES DES SURTAXES ÉTRANGÈRES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 7 septembre, de la motion de l'honorable M. Pepin proposant que le bill C-262, ayant pour objet de soutenir l'emploi au Canada en atténuant les effets néfastes qu'entraînent pour l'industrie canadienne l'imposition de surtaxes étrangères à l'importation ou autres mesures dont les effets sont analogues, soit lu pour la 2^e fois et envoyé au comité permanent des finances, du commerce et des affaires économiques.

[Traduction]

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, au cours de mes remarques avant l'ajournement hier soir, j'ai demandé au gouvernement de faire savoir aux États-Unis qu'il est disposé à prendre des mesures énergiques contre le protectionnisme américain persistant. De ce côté-ci de la Chambre et dans mon parti, on ne peut guère comprendre pourquoi le gouvernement actuel répu- gne tellement à définir sa position face à la guerre commerciale déclenchée par les États-Unis. Au cours de son allocution hier, le ministre des Finances (M. Benson) a parlé en termes vagues d'autres mesures qu'il envisageait. Il me semble, monsieur l'Orateur, que le ministre fait preuve de mépris à l'endroit de la Chambre en ne nous donnant pas de précisions sur les intentions du gouvernement. Le bill dont nous sommes saisis en ce moment n'offre assurément à peu près aucun espoir ni aucune satisfaction compte tenu du problème.

Il est difficile de comprendre les craintes du gouvernement. Le Canada se trouve parmi les pays les mieux en mesure de maintenir une économie autonome. Nous avons des matières premières, une population instruite et tout ce qu'un pays peut espérer posséder, mais en dépit de tous ces avantages nous devons subir un gouvernement qui a peur à en perdre la tête—si tant est qu'il en ait une. Il ne semble pas du tout savoir comment prendre en main la situation actuelle. Si nous regardons en arrière, peut-être ne devrions-nous pas trop escompter d'un gouvernement libéral puisque le présent état d'indécision et de dépendance de notre commerce s'explique du fait que le parti libéral s'est toujours fié sur les États-Unis pour régler nos problèmes. Ce parti n'a pas de politique; il n'en a jamais eu. Depuis les débuts du régime de réciprocité il a toujours pris comme position que si les États-Unis s'accommodaient de certaines choses, celles-ci conviendraient tout aussi bien au Canada. C'est la seule position qu'il connaisse et l'on sait qu'elle ne rime à rien. Dans le passé, elle ne rimait à rien et elle ne rime certainement à rien aujourd'hui.

C'est une humiliation inconcevable que de penser qu'un aussi grand pays que le Canada ne puisse pas se tenir debout tout seul mais qu'il doive, comme un infirme, s'appuyer sur la force d'une autre nation pour prospérer. Nous méritons mieux que cela de nos hommes politiques et de notre gouvernement. Si on jette un regard sur le passé, il semble que le Canada n'ait jamais

[Le très hon. M. Trudeau.]

pu se mettre en marche sans une poussée de l'extérieur. Il a fallu l'échec de la réciprocité au début de notre histoire et la rupture des négociations avec les États-Unis pour faire naître un semblant de politiques nationales. Les réalisations ont été intéressantes. Quand nous sommes parvenus à mettre des politiques au point, elles se sont révélées efficaces. En temps de guerre, alors que nous étions laissés à nous-même et que nous avons dû définir certaines politiques, nous avons fait des merveilles de production et nous avons magnifiquement relevé les défis de l'époque. A cette époque, les gouvernements ont été forcés de relever le défi. Une fois encore, nous sommes dans une situation de crise, ce dont il faut nous rendre compte. Le temps est passé où nos gouvernements devaient littéralement aller mendier aux États-Unis des mesures de protection conçues aux États-Unis. Le comportement du gouvernement représente à mon avis un manque de courage que masquent des déclarations comme celles-ci: il faut maintenir le «libre échange», «il ne faut pas déclencher de guerre commerciale». On parle aussi de la diplomatie tranquille dont le gouvernement actuel semble tellement fier mais qui est un fiasco complet. Enfin, on exhorte aussi les Canadiens à être de bons voisins, comme si nous avions l'idée d'être autrement.

Permettez-moi de demander ce qu'est ce libre-échange dont on parle tant en ce moment dans le monde? Nous avons joué notre rôle pendant les négociations Kennedy. Nous avons largement contribué à supprimer les restrictions commerciales. Nous avions beaucoup espéré que ces négociations entraîneraient la libéralisation du commerce de par le monde. En examinant les résultats aujourd'hui, nous pouvons nous demander quel degré de satisfaction nous pouvons en retirer. Au lieu d'être mieux disposé à accepter le libre échange, de plus grandes ouvertures, le monde s'est donné des politiques restrictives à l'extrême. Certains pays nous en fournissent des exemples, notamment le Japon, qui a mis au point une politique des plus rigide et des plus dirigiste en matière d'importations. On le constate aussi au sein du groupe de nations de la Communauté économique européenne, qui tend à exclure les importations en provenance des autres pays du monde. On le constate aussi du fait de l'attitude adoptée par le plus protectionniste de tous les pays, les États-Unis.

Il ne faut pas s'y méprendre. Les États-Unis ont été protectionnistes dans le passé et à nouveau ils s'acheminent rapidement vers le protectionnisme. Ils ne sont disposés à admettre que les denrées dont ils ont grand besoin, parce qu'ils ne les possèdent plus en abondance et que, s'ils en étaient privés, certains de leurs prix de revient seraient trop élevés. Ce libre-échange qu'on invoque, c'est du tape-à-l'œil. Nous n'en prenons pas le chemin. Nous sommes peut-être les seuls au monde à croire que le libre-échange existe maintenant, ou qu'il y ait le moindre espoir d'y parvenir. Traditionnellement, le NPD groupe auquel je suis fier d'appartenir, et la CCF qui nous a précédés, ont toujours été en faveur du libre-échange et d'un relâchement international des restrictions. Cela demeure notre opinion aujourd'hui. Il n'est rien que nous désirions davantage que la suppression des restrictions au commerce. Il nous faut aussi faire preuve de réalisme et comprendre les problèmes qu'affronte notre pays. Ce n'est pas rendre service au monde ni à soi-même que de fermer les yeux à ce qui se passe. Tous, à la Chambre, nous avons la responsabilité de veiller à ce